

Résolution

Résister au populisme de droite et à l'extrémisme en Europe

Soumis pour adoption par les syndicats FENPROF (Portugal), FLC-CGIL (Italie), GEW (Allemagne), FECCOO et UGT-servicios publicos (Espagne), NASUWT (Royaume-Uni), SNES-FSU (France), Eğitim Sen (Turquie) et ZNP (Pologne) à la Conférence du CSEE, la Conférence régionale de l'Internationale de l'Éducation, adopté le 26-27 novembre 2024.

La Conférence du CSEE observe ce qui suit :

- Depuis ces cinq dernières années, les partis d'extrême droite gagnent du terrain dans toute l'Europe. Les moyens de résistance, déployés par le mouvement syndical et soutenus par les syndicats de l'enseignement, ont connu un certain succès. Toutefois, ces victoires ont été compromises par les mesures prises par les gouvernements nationaux et la Commission européenne. À l'heure où les crises économiques et les inégalités sociales ne cessent de s'aggraver, le populisme de droite, les régimes autocratiques et les alliances antidémocratiques risquent de se développer davantage en Europe.
- Chaque jour, des individus sont attaqués pour des motifs racistes ou en raison de leur engagement à défendre la démocratie et la diversité, que ce soit dans la rue, sur les réseaux sociaux ou dans l'enceinte des parlements. L'expression violente des politiques d'extrême droite a des conséquences dangereuses sur les étudiant·e·s et les jeunes, notamment la multiplication des actes de violence et de haine dans les établissements scolaires ou les attaques visant les manifestations pacifiques.
- Les discours populistes dépassent désormais le cadre du débat public et s'invitent dans les classes et les cours de récréation. Alors que les enfants sont de plus en plus exposés aux réseaux sociaux, où se répandent ces discours, on observe une augmentation de l'hostilité envers les migrant·e·s et les réfugié·e·s, une prolifération des influenceur·euse·s misogynes, racistes et réactionnaires et des influenceur·euse·s qui diffusent les théories du complot, ainsi qu'une multiplication des attaques ciblant les groupes minoritaires et la communauté LGBTQ+. Le déni du COVID-19 et le climato-scepticisme font aujourd'hui régulièrement leur entrée dans le discours scolaire.

- Les enseignant-e-s sont actuellement pris-es pour cibles par des groupes d'extrême droite, sont ouvertement agressé-e-s et régulièrement victimes de violences de la part de parents qui, nourris de l'idéologie d'extrême droite, cherchent à dénoncer les enseignant-e-s qui expriment leurs opinions politiques et à signaler un « endoctrinement gauchiste » dans les classes.

La Conférence du CSEE affirme ce qui suit :

- Le rôle crucial des syndicats de l'enseignement dans la lutte contre la propagation des idéologies d'extrême droite en Europe.
- La montée de l'extrême droite en Europe continue de représenter une menace majeure pour la démocratie et, en particulier, pour les syndicats.
- La communauté syndicale constitue historiquement un pilier de la construction de sociétés démocratiques, égalitaires et équitables. Toute législation visant à entraver leur action doit être combattue.
- La nécessité de renforcer l'éducation politique et l'éducation à la citoyenneté démocratique.
- Le droit de manifester est une valeur démocratique fondamentale. Toute mesure visant à entraver ce droit doit être combattue.
- La nécessité, pour lutter contre l'extrême droite, de nouer des alliances avec tous les membres de la communauté éducative, les représentant-e-s des familles, les élèves et les étudiant-e-s ainsi que les associations.

La Conférence du CSEE mandate le CSEE pour :

- Étudier les modalités de mise en œuvre de la résolution du Congrès mondial de l'IE 2024 « DÉFENDRE LA DÉMOCRATIE CONTRE LE POPULISME ET L'EXTRÉMISME DE DROITE DANS L'ÉDUCATION » au sein de la région européenne.
- Engager des discussions en vue de renforcer la réponse des syndicats de l'enseignement aux impacts de la montée de l'extrême droite sur les enseignant-e-s et les éducateur-trice-s dans leur pays.
- Promouvoir les débats visant à renforcer la réponse des syndicats de l'enseignement aux discours anti-immigration et à leur implication pour les établissements scolaires, les enseignant-e-s et les élèves.
- Solliciter le Comité du CSEE en vue de documenter les expériences et les études de cas locales et nationales, de discuter de stratégies pour répondre au populisme de droite et

- 71 d'offrir aux syndicats de l'enseignement des ressources pour contrer la montée du fascisme.
- 72 • Envisager de collaborer avec la Confédération européenne des syndicats (CES), d'autres
- 73 fédérations syndicales sectorielles européennes, et en particulier l'ETUI, pour développer
- 74 conjointement des analyses, des stratégies et des initiatives de renforcement des capacités,
- 75 en vue de combattre la montée de l'extrême droite et ses attaques contre la démocratie et
- 76 les droits des travailleur·euse·s dans tous les secteurs de l'éducation.